

**Assemblée générale**

Distr. limitée  
5 mars 2002  
Français  
Original: anglais

---

**Cinquante-sixième session  
Cinquième Commission**

Point 121 de l'ordre du jour

**Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif  
et financier de l'Organisation des Nations Unies****Projet de résolution présenté par le Président  
à l'issue de consultations officieuses****Rapport du Corps commun d'inspection sur les services communs  
des organismes des Nations Unies à Genève**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 54/255 du 7 avril 2000,

*Ayant examiné* le rapport du Corps commun d'inspection intitulé « Services communs des organismes des Nations Unies à Genève, deuxième partie, études de cas (Centre international de calcul, Service médical commun, Groupe de la valise diplomatique et Service commun d'achats) »<sup>1</sup>, et la note du Secrétaire général communiquant ses observations ainsi que celles du Comité administratif de coordination<sup>2</sup> sur ce rapport<sup>3</sup>,

*Ayant examiné également* le rapport du Secrétaire général<sup>4</sup> présenté en application du paragraphe 9 de sa résolution 54/255,

*Ayant examiné en outre* les renseignements communiqués dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>5</sup>,

1. *Prend note* des recommandations du Corps commun d'inspection<sup>1</sup> et des observations y relatives du Secrétaire général et du Comité administratif de coordination<sup>2</sup>;

---

<sup>1</sup> A/55/856.

<sup>2</sup> Dans sa décision 2001/321 du 24 octobre 2001, le Conseil économique et social a changé le nom du Comité administratif de coordination en Conseil de coordination des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies.

<sup>3</sup> A/55/856/Add.1.

<sup>4</sup> A/56/417/Rev.1.

<sup>5</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-sixième session, Supplément No 7* (A/56/7), par. 124, I.68 et VIII.97 à 103.



2. *Réaffirme* que la formule des services communs à Genève devrait être pour les organisations et les responsables un moyen parmi beaucoup d'autres de se procurer des biens et services de la manière la plus efficace et la plus économique;

3. *Encourage* les organisations intéressées, dans les efforts qu'elles poursuivent pour développer davantage les domaines d'arrangement de coopération, à accorder la priorité aux services qui se prêtent à une prestation en commun sur la base des critères d'efficacité, de productivité et de rentabilité et, dans la mesure du possible, à prendre en compte les recommandations figurant dans le rapport du Corps commun d'inspection<sup>1</sup>, en gardant également à l'esprit les mandats, rôles, fonctions et règlements particuliers de chaque organisation participante;

4. *Accueille avec satisfaction* les observations et vues figurant dans les paragraphes pertinents du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>5</sup>, en particulier pour ce qui est des services de télécommunications et d'informatique, des services de conférence, de l'imprimerie et de l'édition, ainsi que de l'administration générale;

5. *Prend note* de l'action menée à ce jour par les organismes du système des Nations Unies ayant leur siège à Genève pour améliorer les services communs et les encourage à poursuivre, de manière plus structurée, l'amélioration des services communs en place et l'élaboration de nouvelles formules communes, dans le cadre du Comité des copropriétaires et de son Équipe spéciale chargée des services communs et de ses groupes de travail;

6. *Prie* le Secrétaire général d'encourager le Comité des copropriétaires à adopter, lorsqu'il déterminera la portée et le calendrier de mise en place d'arrangements concernant les services communs à Genève, des procédures de consultation rationalisées propres à favoriser la conclusion rapide d'un accord sur les services à fournir en commun ou conjointement, en vue de l'éventuel lancement intégral du plan d'action pour les services communs de Genève plus tôt que la date prévue de 2010;

7. *Invite* le Corps commun d'inspection à continuer de suivre la mise en place et le regroupement de services communs à Genève ainsi que dans d'autres villes où l'Organisation des Nations Unies et d'autres institutions du système des Nations Unies ont des bureaux, et à lui rendre compte à ce sujet à sa cinquante-huitième session, dans le cadre de son rapport annuel;

8. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte à sa cinquante-huitième session de l'application de la présente résolution.

---